



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2020-75 - Séance du 10/07/2020

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.1. Budgets et comptes

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	29	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020 le 10 juillet à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 03 juillet 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 03 juillet 2020.

Présents : MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, DURIX Olivier, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

Secrétaire de séance :

François-Xavier CHAZOTTES.

N° DLM2020-75 - CONSTITUTION DE PROVISIONS DE RISQUES

Sur le rapport de Monsieur Philippe MARTY, adjoint au maire délégué aux finances, à la commande publique et à l'administration générale,

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Considérant que le régime de provisionnement semi-budgétaire est de droit commun pour les communes ;

Considérant que le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public ;

Considérant que l'état des restes à recouvrer transmis par le Trésor public s'élève à 29 596,30€ ;

Il est proposé au conseil de constituer une provision, au compte 6815, qui permettra de financer la charge induite par le risque, au moyen d'une reprise, pour les restes à recouvrer suivants :

Au titre de l'exercice 2014 :

- Remboursement salaires trop perçus : 24 871,59€

Au titre de l'exercice 2017

- Indemnités liées à des contentieux : 3 200€
- Restauration scolaire : 197,50€

Au titre de l'exercice 2018 :

- Restauration scolaire et centre de loisirs : 1 011,89€

Au titre de l'exercice 2019 :

- Restauration scolaire et centre de loisirs : 315,32€

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur Philippe MARTY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **DECIDE** de constituer une provision pour risques pour un montant total de 29 596,30€ et d'imputer ce montant au compte 6815 du budget communal.

Pour extrait conforme,

Le 15/07/2020,

Le Maire,

Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr